

S.O.S. INFORMATION !

Qui a entendu parler du contrat première embauche (CPE) qui, en ce début de printemps, a servi de détonateur pour qu'exploient au grand jour le malaise et l'angoisse profonde qu'éprouve, en France, la jeunesse ? Tous les Français, assurément, et même une grande partie de leurs amis étrangers, lecteurs d'une presse internationale se répandant à plaisir sur les violences urbaines et la révolte qui gronde en France.

Mais qui sait au juste quelle est la teneur de ce fameux contrat qui déchaîne les passions ? Pas grand monde sans doute, tant les médias sont déserts sur les émotions qu'il suscite, discrets sur les termes précis du contrat. Ceci n'est qu'un exemple parmi bien d'autres de l'étrange manière dont fonctionne la fameuse société dite de l'information et de la communication dans laquelle la communication des émotions, éventuellement celle des opinions, a pris très largement le pas sur l'information elle-même. Une information au demeurant si diverse et contradictoire qu'en définitive, on ne sait pas grand-chose.

À la une des médias — effet de mode oblige —, reconnaissons que le CPE, malgré toutes les critiques dont il peut faire l'objet, a permis d'en finir avec la grippe aviaire et le chikungunya. Les poulets, grâce à lui, peuvent à nouveau s'égayer en paix. La pandémie ou les

risques de pandémie qui défrayaient les chroniques ont disparu de l'écran sinon de la scène ¹...

On gère, ou l'on fait mine de gérer, les apparences, y compris au travers d'acrobaties dont les dirigeants politiques français — reconnaissons-le — sont des artistes hors du commun. De tels artistes jongleurs qu'ils réussissent maintenant à promulguer des lois tout en interdisant leur mise en œuvre, sans parler ici de l'immense créativité qui est la leur en matière législative, réglementaire, et d'institutions (notamment les fameuses agences tellement à la mode) que l'on promet en lieu et place de véritables politiques.

D'accord, la scène politique relève désormais plus des arts du cirque que de celui du gouvernement des nations sur lesquelles, il est vrai, le pouvoir des gouvernements est allé continuellement s'estompant. En raison assurément de l'essor de la mondialisation et du rôle croissant de l'Union européenne, de l'essor en même temps des collectivités locales et territoriales. Mais aussi en raison de la fragmentation et de la diversification de nos sociétés qui n'évoluent pas de manière homogène suivant un schéma bien établi.

Et ici réside un défi majeur en matière d'information. Jamais le mot ne fut aussi à la mode. On le décline même

1. Du moins du début du mois de mars jusqu'au 6 avril, date à laquelle ce numéro est bouclé.

sous divers vocables : observation, radioscopie, diagnostic, veille, intelligence, souvent affublés pour faire plus chic du terme stratégique. Le problème est toutefois que, alors que nos moyens d'investigation se sont accrus, cette fameuse information trop souvent fait défaut, y compris en des domaines des plus élémentaires.

Prenons un exemple. Il est tout de même saisissant que l'on n'arrive pas à savoir quelle est la population en France et que les estimations en la matière fassent l'objet, pour le passé, de révisions régulières : ainsi la population française au 1^{er} janvier 2004, initialement estimée par l'INSEE ² à 59 900 000 personnes a-t-elle depuis lors fait l'objet de pas moins de trois « ajustements », comme le montrent de manière saisissante Laurent Chalard et Gérard-François Dumont dans un récent numéro de *Population et avenir* ³.

Du même coup, on ne sait pas davantage quel est précisément le nombre de femmes en âge de procréer et, notwithstanding l'ignorance dans laquelle nous sommes du dénominateur, on s'enorgueillit et s'évertue en débats sur l'exceptionnelle fécondité actuelle des Françaises, mesurée à l'aune d'un indice, le nombre moyen d'enfants par femme. Mais comme il y a fort à parier que le nombre de femmes, sauf flux migratoires extrêmement importants, aille s'amenuisant, le nombre de naissances, même avec un indice de fécondité relativement moins faible que dans la plupart des pays européens, ira se réduisant...

On pourrait dissenter indéfiniment sur les failles de l'appareil statistique français, y compris ses silences imposés par le désir de rester politiquement correct ⁴. Ou sur la propension de nos contemporains à casser le thermomètre quand d'aventure la fièvre monte excessivement.

Que dire alors de tous ces phénomènes souvent désignés sous le terme de « variables molles » qui renvoient, comme le disait Denis de Rougemont, « à ce qui nous est cher, non à ce qui coûte cher », que l'on ne peut mesurer à l'aune monétaire ? Je veux parler par exemple du désir d'enfants et, plus généralement, du désir d'entreprendre, de la confiance vis-à-vis des autres et de celle vis-à-vis de l'avenir, elle-même certes en partie corrélée aux perspectives d'emploi et à celles d'accéder à un logement.

Un effort majeur d'investigation me paraît désormais s'imposer pour savoir de quoi l'on parle et pour que l'on cesse de discuter à côté des réalités, que l'on prenne la juste mesure des enjeux et que l'on arrête de gérer avec plus ou moins d'adresse des leurres collectifs. La société française est physiquement et moralement malade, mais un sérieux diagnostic fait défaut et l'administration de placebos, à l'évidence, ne suffit plus. Pire, elle entretient une inquiétude, une suspicion, particulièrement à l'encontre d'un personnel politique qui, avide de pouvoir, en oublie les servitudes.

Hugues de Jouvenel

2. Institut national de la statistique et des études économiques.

3. « Les évolutions des territoires français selon les enquêtes de recensement : certitudes et interrogations ». *Population et avenir*, n° 677, mars-avril 2006. Comme le disait récemment un de mes amis, il semble que, grâce à la grippe aviaire, on dispose désormais en France d'un recensement des volailles plus robuste que celui des hommes...

4. *Futuribles* a maintes fois appelé à cet impératif de vigilance. Voir notamment PARANT Alain. « La statistique démographique française en question ». *Futuribles*, n° 307, avril 2005, pp. 65-74.